

LUCIBEL SA
Société anonyme au capital de 8.644.025 euros
Siège social : 3, Place Louis Renault
92 500 RUEIL MALMAISON
507 422 913 RCS Nanterre
« La Société »

Rueil Malmaison, le 3 juin 2015

AVIS DE CONVOCATION à l'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 19 JUIN 2015

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en **Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire)**, (ci-après « Assemblée » ou « Assemblée Générale ») qui se tiendra le **19 juin 2015 à 9 heures, au Siège social : 3, Place Louis Renault – 92500 Rueil Malmaison**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant et les résolutions exposées ci-après.

ORDRE DU JOUR DE l'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 19 JUIN 2015
--

I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat de l'exercice ;
- Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et la société Etoile Finance ;
- Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et Monsieur Jean-Laurent HOUOT, directeur général délégué ;
- Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au titre de l'exercice 2014 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80% ;
- Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80% ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'administration ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Frédéric GRANOTIER ;
- Nomination de M. François-Xavier OLIVEAU en qualité d'administrateur de la Société ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES :

- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 13^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} résolutions ;
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants du Groupe conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce ;

- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce ;
- Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire ;
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées ;
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE ») au profit des salariés et dirigeants éligibles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce ;
- Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
- Ratification de la modification d'un contrat d'émission de bons de souscription d'actions décidée par le Conseil d'administration ;
- Modification de l'article 18 des Statuts ;
- Pouvoirs à donner.

* * *

Conditions et modalités de participation à cette Assemblée :

A - Modalités de participation à l'Assemblée générale

Conformément aux dispositions du Code de Commerce, les actionnaires sont informés que la participation à l'assemblée est subordonnée à l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Conformément à l'article R. 225-85 du code de commerce, la date d'inscription est fixée au 17 juin 2015, zéro heure, heure de Paris.

Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire.

B - Modalités de vote à l'Assemblée Générale

1. Les actionnaires désirant assister à cette assemblée pourront demander une carte d'admission :

- pour l'actionnaire nominatif : auprès de CM-CIC Securities c/o CM-CIC Titres, 3 allée de l'Etoile 95014 Cergy-Pontoise
- pour l'actionnaire au porteur : auprès de l'intermédiaire gestionnaire de son compte titres.

2. A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- Adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, ce qui équivaut à donner pouvoir au président de l'assemblée générale,
- Voter par correspondance,

— Donner une procuration à un autre actionnaire, à leur conjoint ou leur partenaire pacsé ou à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, telles que prévues à l'article L. 225-106-1 du code de commerce.

Les actionnaires désirant être représentés ou voter par correspondance devront :

(a) pour les actionnaires nominatifs, renvoyer le formulaire de vote qui leur a été adressé avec le dossier de convocation, à l'établissement bancaire désigné ci-dessus,

(b) pour les actionnaires au porteur, demander le formulaire de vote et ses annexes à l'établissement financier dépositaire de leurs titres de telle sorte que la demande parvienne à cet intermédiaire six jours avant la date de l'assemblée, soit le 13 juin 2015 au plus tard.

Les formulaires de vote par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition d'être reçus par CM-CIC Securities, à l'adresse ci-dessus mentionnée, au plus tard 3 jours précédant l'assemblée générale, soit le 16 juin 2015, et être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

Les modalités de participation à l'assemblée générale par visioconférence ou par un moyen de télécommunication n'ont pas été retenues pour cette assemblée générale.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique selon les modalités suivantes :

— **pour les actionnaires au nominatif pur** : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : MANDATS-AG@cmcic.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;

— **pour les actionnaires au nominatif administré ou au porteur** : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : MANDATS-AG@cmcic.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué puis en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier ou par fax) à CM-CIC Securities c/o CM-CIC Titres 3, allée de l'Etoile 95014 Cergy-Pontoise.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de la tenue de l'Assemblée générale pourront être prises en compte.

4. Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote par correspondance ou demandé sa carte d'admission, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

5. L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission. A cette fin, l'intermédiaire teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

6. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

C - Questions écrites des actionnaires

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de Commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Président du Conseil d'Administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : actionnaires@lucibel.com au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 15 juin 2015. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

D - Documents d'information pré-assemblée

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles au siège social de la société, 3, Place Louis Renault - 92500 RUEIL-MALMAISON , dans les délais légaux, et, pour les documents prévus à l'article R. 225-73-1 du code de commerce, sur le site Internet de la société à l'adresse suivante : www.lucibel.com

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION : *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et des dépenses non-déductibles fiscalement et quitus aux administrateurs*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport de certification des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports. Elle prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts.

Les comptes clos le 31 Décembre 2014 font apparaître une perte de neuf millions six cent sept mille huit cent cinquante-six euros et quatre-vingt-neuf centimes (9.607.856,89 €).

En conséquence, l'Assemblée générale donne quitus aux membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leur mandat durant l'exercice clos le 31 Décembre 2014.

DEUXIEME RESOLUTION : *Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014, tel que ressortant des comptes sociaux*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux :

- constatant que la perte nette de l'exercice s'élève à neuf millions six cent sept mille huit cent cinquante-six euros et quatre-vingt-neuf centimes (9.607.856,89 €),
- décide l'affectation de ladite perte au compte de report à nouveau, déficitaire au 31 décembre 2013 de dix-sept millions neuf cent soixante-huit mille trente et un euros et vingt centimes (17.968.031,20 €) qui s'élève, après affectation, à un montant de vingt-sept millions cinq cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-huit euros et neuf centimes (27 575 888,09 €).

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée générale prend acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des 3 exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION : *Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et la société ETOILE FINANCE*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention établie entre la Société et la société ETOILE FINANCE dont le gérant est M. Frédéric GRANOTIER, Président Directeur Général de la Société, ayant pour objet la fourniture de prestations de conseils en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment, ainsi que l'organisation, l'animation et la finalisation de l'opération d'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché d'Euronext à Paris.

QUATRIEME RESOLUTION : *Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et Monsieur Jean-Laurent HOUOT, directeur général délégué*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention établie entre la Société et Monsieur Jean-Laurent HOUOT, directeur général délégué, ayant pour objet la mise à disposition à titre gratuit de locaux dédiés à l'hébergement des équipes et des équipements de recherche & développement de la Société.

CINQUIEME RESOLUTION : *Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au titre de l'exercice 2014 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80%*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions établies entre la Société et la société CITECLAIRE SAS, l'une étant une convention d'avances en compte courant et la seconde étant une convention de trésorerie ayant pour objet la rationalisation et l'optimisation de la trésorerie de la Société et de sa filiale CITECLAIRE SAS.

SIXIEME RESOLUTION : *Approbation de la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2014 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80%*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention de mise à disposition de personnel établie entre la Société et la société CITECLAIRE SAS.

SEPTIEME RESOLUTION : *Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve et ratifie l'autorisation donnée par le Conseil d'administration, à l'effet de passer ces conventions.

HUITIEME RESOLUTION : *Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'administration*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, approuve la proposition du Conseil d'administration de ne pas verser de jetons de présence aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 Décembre 2014.

NEUVIEME RESOLUTION : *Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Frédéric GRANOTIER*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de M. Frédéric GRANOTIER pour une durée de six (6) années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020.

DIXIEME RESOLUTION : *Nomination de M. François-Xavier OLIVEAU en qualité d'administrateur de la Société*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

- décide de nommer M. François-Xavier OLIVEAU en qualité d'administrateur de la Société, pour une durée de six (6) années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020 ; et
- prend acte de ce que M. François-Xavier OLIVEAU a fait savoir par avance qu'il acceptait ce mandat s'il venait à lui être confié et qu'il n'exerçait aucune fonction incompatible et satisfait toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

ONZIEME RESOLUTION : *Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration à procéder ou faire procéder à l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, dans le respect de la réglementation boursière applicable et des pratiques de marché admises publiées par l'AMF, sur le marché ou hors marché, notamment en utilisant, le cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre.

La Société se réserve la possibilité de procéder par achat de blocs de titres. La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats. Toutefois, le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne pourra posséder, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social.

A titre indicatif, sur la base du capital social au 21 avril 2015 composé de 7.554.701 actions et compte tenu des 40 598 actions auto-détenues à cette date par la Société, le nombre maximum d'actions qui pourraient être achetées par la Société s'élèverait à 751 410 actions.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à dix (10) euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder un million (1.000.000) d'euros.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, passer tous ordres en bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DOUZIEME RESOLUTION : *Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-132 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
2. décide que les valeurs mobilières pourront notamment consister en des bons attribués gratuitement ;
3. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 18^{ème} résolution ci-dessous ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;

5. prend acte du fait que, dans le cadre de la présente délégation de compétence, le Conseil d'administration aura la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement aux droits des actionnaires et dans la limite de leurs demandes ;
6. prend acte du fait que, dans le cadre de la présente délégation de compétence, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra, dans les conditions prévues par la loi, notamment l'article L. 225-134 du Code de commerce, et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée ; ou
 - répartir librement tout ou partie des actions non souscrites ; et/ou
 - offrir au public tout ou partie des actions émises non souscrites ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

TREIZIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, notamment dans le cadre d'une offre au public, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société pourront notamment consister en des bons (lesquels pourront être attribués gratuitement), des titres de créance (subordonnés ou non) ou toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit ;
4. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 18^{ème} résolution ci-dessous ;

5. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
6. décide que :
 - (i) le prix d'émission des actions nouvelles de la Société sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;
 - (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

QUATORZIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 13^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. précise que le Conseil d'administration aura la faculté de recourir à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la délégation de compétence dont il bénéficie aux termes de la 13^{ème} résolution de la présente Assemblée générale ;
2. prend acte que, conformément à la loi, l'émission directe d'actions nouvelles réalisée dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier sera limitée à 20% du capital social par an, étant précisé que le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputera sur le plafond individuel prévu à la 13^{ème} résolution ci-avant.
3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée générale.

QUINZIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} résolutions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à augmenter le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société en cas d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, aux mêmes conditions, notamment de prix, que celles retenues pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission soit, à ce jour, pendant un délai de trente (30) jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale ;

2. décide que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en vertu de la présente résolution s'imputera (i) sur le plafond individuel applicable à l'émission initiale et (ii) sur le plafond global fixé à la 18^{ème} résolution ci-dessous ;
3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

SEIZIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants du Groupe conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de bons de souscription d'actions de la Société (BSA) au profit des cadres dirigeants du Groupe Lucibel ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence au profit des cadres dirigeants du Groupe Lucibel ;
3. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de BSA susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces BSA pourront donner droit ;
4. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de cinq cent mille euros (500.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 18^{ème} résolution ci-dessous ;
5. décide que le Conseil d'administration fixera le prix d'émission des BSA, la parité d'exercice et le prix de souscription des actions sous-jacentes au vu du rapport d'un expert indépendant, sachant que le prix de souscription des actions sur exercice des BSA sera au moins égal à une moyenne des cours de bourse de l'action précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20 % ;
6. décide que le Conseil d'administration fixera la liste précise des bénéficiaires et arrêtera les modalités et caractéristiques des BSA dans les limites fixées par la présente résolution ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, de choisir les bénéficiaires parmi les cadres dirigeants du Groupe, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des BSA, ainsi que pour les modifier postérieurement à leur émission ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION : *Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, en une ou plusieurs fois, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation du capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou du Groupe ;
2. décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente délégation ;
3. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 5% du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 18^{ème} résolution ci-dessous ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. précise que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 13^{ème} résolution ci-dessus ;
6. autorise le Conseil d'administration à attribuer à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au prix de souscription des actions, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, fixer les conditions d'émission et de souscription, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment :
 - arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier, le cas échéant, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital gratuites,
 - décider que les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
 - arrêter le nombre total d'actions nouvelles à émettre,
 - le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,

- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des titres financiers émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

DIX-HUITIEME RESOLUTION : Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, décide de fixer à la somme de six millions d'euros (6.000.000 €) le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées au Conseil d'administration par les 12^{ème} à 17^{ème} résolutions soumises à la présente Assemblée, étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription en vertu de la 12^{ème} résolution est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 13^{ème} et 14^{ème} résolutions est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions de BSA réservées aux cadres dirigeants du Groupe en vertu de la 16^{ème} résolution est de cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise en vertu de la 17^{ème} résolution est de 5% du capital social.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie :
 - actionnaires, anciens actionnaires ou dirigeants de sociétés dont la Société a acquis des titres dans le cadre d'une opération de croissance externe ou avec lesquelles la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité, étant précisé que le nombre de bénéficiaires que le Conseil d'administration identifiera au sein de cette catégorie ne pourra être supérieur à vingt (20) par émission ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence au profit de personnes appartenant à la catégorie définie ci-dessus ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société pourront notamment consister en des bons (lesquels pourront le cas échéant être attribués gratuitement), des titres de créance (subordonnés ou non) ou toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;

5. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce plafond est individuel et autonome.
6. décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 II du Code de commerce et compte tenu des termes du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, que le prix unitaire d'émission sera déterminé dans les conditions suivantes :
 - (i) le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;
 - (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini à l'alinéa précédent ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, de choisir les bénéficiaires au sein de la catégorie susvisée, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, ainsi que pour les modifier postérieurement à leur émission ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGTIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2 et L. 225-177 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société provenant de rachats effectués par la Société dans les conditions prévues par la loi ;
2. décide que les options de souscription et les options d'achat consenties en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à quatre cent mille euros (400.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des bénéficiaires des options ;
 - ce plafond est commun à celui prévu à la 21^{ème} résolution ci-dessous, sur lequel il s'imputera ;
3. fixe à sept ans, à compter du jour où elles auront été consenties, le délai pendant lequel les options devront être exercées, étant précisé que le Conseil d'administration aura la faculté de prévoir une période de blocage pendant laquelle les options ne pourront pas être exercées et une période pendant laquelle les actions résultant de la levée des options ne pourront pas être cédées, sans que ce délai ne puisse toutefois excéder trois ans à compter de la levée de l'option ;
4. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment :

- déterminer la nature des options consenties (options de souscription ou options d'achat),
 - fixer les prix et conditions (notamment les périodes d'exercice) dans lesquels seront consenties les options, étant précisé que le prix ne pourra être inférieur à la valeur résultant de l'application de la réglementation en vigueur,
 - arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'options consenties à chacun d'eux,
 - assujettir l'attribution des options à des conditions qu'il déterminera,
 - ajuster le nombre ainsi que le prix de souscription et le prix d'achat des actions pour tenir compte des opérations financières éventuelles pouvant intervenir avant la levée des options,
 - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
 - accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution, modifier les statuts en conséquence et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;
5. décide que cette autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est donnée pour une période de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit des salariés et dirigeants éligibles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et aux articles L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet d'émettre, en une ou plusieurs fois, au profit des salariés et dirigeants soumis au régime fiscal des salariés, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« **BSPCE** ») ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSPCE qui pourront être émis en vertu de la présente délégation de compétence ;
3. décide que le Conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de BSPCE susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. décide que chaque BSPCE donnera droit à la souscription d'une action nouvelle d'une valeur nominale d'un euro (1 €) ;
6. décide que les actions auxquels les BSPCE donneront droit seront émises dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'émission des bons ;
7. décide que les BSPCE attribués en vertu de la présente délégation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à quatre cent mille euros (400.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des bénéficiaires de BSPCE ;
8. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - arrêter la liste des bénéficiaires de BSPCE et le nombre de bons à attribuer à chacun d'eux ;
 - fixer le prix et les conditions d'émission des bons, en une ou plusieurs tranches ;
 - déterminer les conditions d'exercice des bons par les titulaires, et notamment la date d'exercice des bons, le nombre

- d'actions à émettre, le prix, et la date de jouissance de ces actions ;
 - prendre toutes mesures destinées à la protection des droits des porteurs de bons en cas de survenance d'opérations visées par la loi et les règlements ;
 - constater le nombre et le montant nominal des actions attribuées au titre de l'exercice des bons et les augmentations de capital en découlant, modifier les statuts en conséquence et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;
9. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION : Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant en la forme extraordinaire mais aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et L. 225-130 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration ses pouvoirs pour procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
2. décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat ;
3. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de pouvoirs ;
4. décide que la présente délégation, qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi :
 - à annuler à tout moment sans autre formalité, en une ou plusieurs fois, les actions de la Société acquises par suite de rachats réalisés dans le cadre de toute autorisation donnée par l'assemblée générale en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital par période de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée,
 - à réduire le capital à due concurrence, en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles,
 - à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes formalités nécessaires ;
2. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente autorisation, à l'effet notamment de :
 - arrêter le montant définitif de la réduction de capital,
 - fixer les modalités de la réduction de capital et en constater la réalisation,
 - imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles,
 - effectuer toutes formalités, toutes démarches et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour mettre en œuvre la présente autorisation ;

3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION : Ratification de la modification d'un contrat d'émission de bons de souscription d'actions décidée par le Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, ratifie la décision du Conseil d'administration du 22 octobre 2014 de prolonger jusqu'au 31 décembre 2015 la période d'exercice des bons de souscription d'actions attribués le 14 juin 2012 par le Conseil d'administration à ASTER CAPITAL PARTNERS SAS, dont l'échéance était initialement prévue au 31 décembre 2014, et par conséquent, de procéder à la modification du contrat d'émission correspondant.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION : Modification de l'Article 18 des Statuts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et conformément aux dispositions de la législation sur les sociétés commerciales, décide de modifier l'Article 18 des Statuts ainsi qu'il suit :

« Article 18 – Censeurs

Le Conseil d'Administration peut nommer, sur proposition de son Président, un à cinq censeurs, personnes physiques ou morales choisies parmi ou en dehors des actionnaires.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois ans et sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par décision du Conseil d'Administration.

Les censeurs ont pour mission de veiller au respect des statuts. Ils sont convoqués aux réunions du Conseil d'administration. Ils prennent part aux délibérations avec voix consultative uniquement, sans toutefois que leur absence ne puisse nuire à la validité des délibérations du Conseil d'Administration.

Les modalités de rémunération des censeurs sont arrêtées par le Conseil d'Administration, qui peut leur reverser une partie des jetons de présence que l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a allouée à ses membres. Les censeurs sont tenus aux mêmes obligations de discrétion que les administrateurs. »

VINGT-SIXIEME RESOLUTION : Pouvoirs à donner

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, aux fins d'accomplir toute formalité de dépôt, publicité et publication expresse ou autre qu'il appartiendra.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 19 JUIN 2015
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014**

Mesdames,
Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (l'« Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de la gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

1. PRESENTATION DU GROUPE

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Rueil Malmaison (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces et CHR¹, les bureaux et l'industrie, et enfin les collectivités publiques.

Lucibel fonde ses ambitions de développement sur trois piliers : la croissance organique de ses marchés, les gains de parts de marché liés à son approche « solution » segmentée et à l'extension de son réseau commercial direct et indirect, tant en France qu'à l'international, et enfin une stratégie de consolidation d'un marché européen des luminaires très fragmenté, déjà mise en œuvre avec succès depuis la création du Groupe en 2008.

Le marché mondial de l'éclairage est à l'aube d'une transformation radicale du fait de l'émergence d'une technologie de rupture, le Solid-State Lighting (SSL), dont la forme plus aboutie est la technologie LED. Forts de leurs atouts décisifs en matière d'éclairage, les produits et solutions LED devraient largement dominer le marché dans les prochaines années. Plus généralement, l'adoption de la LED va faire basculer le secteur de l'éclairage dans le monde de l'électronique et du numérique. Cette évolution majeure ouvre la voie à de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux usages de la lumière, créant autant de nouveaux marchés potentiels comme l'éclairage intelligent ou les applications pour la santé et le bien-être. L'ampleur de cette révolution technologique sera comparable à celle vécue par l'industrie de l'image ou de la musique lors de l'avènement du numérique dans ces secteurs, avec une modification profonde du paysage concurrentiel favorable aux nouveaux entrants.

Au 31 décembre 2014, le Groupe Lucibel compte 209 collaborateurs (dont 71 salariés par la Société en France) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 24,6 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

¹ CHR : Cafés, hôtels et restaurants

2. ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE LUCIBEL AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les commentaires suivants portant sur l'activité du Groupe Lucibel sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés en 2014 sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes de l'exercice précédent.

2.1 Informations financières sélectionnées

Données consolidées auditées – normes IFRS (en K€)		
Bilans simplifiés consolidés	31/12/2014	31/12/2013 retraité
TOTAL ACTIF	33 798	35 337
Actifs non courants	13 987	12 979
<i>dont goodwill</i>	8 062	7 740
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	5 176	4 802
Actifs courants	19 811	22 358
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	4 781	9 306
TOTAL PASSIF	33 798	35 337
Capitaux propres	13 039	4 486
Passifs non courants	5 751	16 843
<i>dont emprunts convertibles en actions</i>	-	9 125
<i>dont dettes financières non courantes</i>	5 228	5 491
Passifs courants	15 008	14 008
<i>dont dettes financières courantes</i>	3 840	3 254
Comptes de résultat simplifiés consolidés	31/12/2014 12 mois	31/12/2013 12 mois
Chiffre d'affaires	24 567	21 542
Résultat opérationnel courant	(9 472)	(6 303)
<i>dont EBITDA (1)</i>	(8 075)	(4 716)
Résultat opérationnel (2)	(10 323)	(6 623)
Résultat financier	(752)	(601)
Résultat net	(9 905)	(7 240)
<i>dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	(9 894)	(7 233)
Tableaux des flux de trésorerie simplifiés	31/12/2014 12 mois	31/12/2013 12 mois
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(8 447)	(9 023)
Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement	(2 590)	(3 882)
Flux de trésorerie lié aux activités de financement	6 484	20 865
Variation nette de trésorerie	(4 537)	7 957
Niveau de la trésorerie (endettement) nette	31/12/2014	31/12/2013
+ Dettes financières non courantes (y compris emprunt convertible)	5 228	14 616
+ Dettes financières courantes	3 840	3 254
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 781)	(9 306)
Total endettement net	4 287	8 564

(1) EBITDA : Résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment dotations nettes aux amortissements et provisions, paiement en actions)

(2) Après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

2.2 Faits marquants de l'exercice

Après une année 2013 caractérisée par une forte croissance des ventes de Lucibel et de ses filiales, l'année 2014 a été marquée par :

- l'intégration réussie des sociétés Cordel et Procédés Hallier, entrées dans le périmètre du groupe par voie d'acquisitions réalisées respectivement les 1^{er} mars 2013 et 30 décembre 2013, qui ont contribué à un changement significatif de taille de nos activités en France (en 2014, les ventes hors groupe de ces deux sociétés se sont établies à 14,6 M€ et ont contribué environ 60% du chiffre d'affaires du groupe), en apportant à Lucibel une expérience et une expertise reconnues sur les segments de marché de l'éclairage pour points de vente, commerces, musées et boutiques de luxe.
- la concrétisation de l'introduction en Bourse de Lucibel SA, dont les actions sont admises depuis le 16 juillet 2014 à la cotation en continu sur le marché Alternext à Paris (Euronext ISIN : FR0011884378 – Mnémon : ALUCI), qui fut réalisée à la suite d'un placement privé majoritairement souscrit par de nouveaux investisseurs français et internationaux ainsi qu'avec le support des actionnaires institutionnels existants de Lucibel (Aster Capital et CM CIC Innovation). Cette opération a permis à la Société de lever un montant brut, prime d'émission incluse, de 7,6 M€ (6,5 M€ net des frais d'émission) à travers l'émission de 535 939 actions nouvelles de la Société.

Les fonds levés dans le cadre de ce placement privé ont été affectés en priorité au soutien de la croissance organique du groupe, notamment par l'extension de son réseau de commercialisation tant en France qu'à l'international et au renforcement de ses capacités d'innovation.

Cette opération, de même que la conversion en actions, le 15 juillet 2014, de la totalité des 1.200.000 obligations convertibles émises en décembre 2013, dont il a résulté une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 9,5 M€ par émission de 684 432 actions nouvelles de la Société, ont participé au renforcement des fonds propres du Groupe qui s'établissent à 13,0 M€ au 31 décembre 2014.

- la refonte de l'organisation commerciale et industrielle du Groupe dans le but de préparer Lucibel à une croissance dynamique et rentable, à travers (i) la concentration des forces commerciales sur les segments de marché à valeur ajoutée (Tertiaire, Santé, Automobile, Grande Distribution et Musées) et vers une approche orientée « solutions » en lien direct avec le client final, (ii) la poursuite des investissements sur des zones géographiques à fort potentiel (Moyen Orient/Afrique notamment) et, enfin, (iii) la refonte de la chaîne logistique de Lucibel (avec notamment le lancement opérationnel fin 2014 à Barentin, Haute Normandie, d'un site dédié à l'assemblage de solutions d'éclairage LED différenciées), permettant une plus grande maîtrise des coûts d'acheminement des produits, de la qualité et une plus grande flexibilité en matière d'approvisionnement.
- la mise en œuvre au cours du second semestre 2014 d'un plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle dans le but d'aligner les coûts fixes de la Société et du Groupe sur l'évolution de ses activités et de préparer l'objectif d'équilibre EBITDA sur l'année 2015 ;
- et la poursuite des investissements sur le marché de l'éclairage LED ayant conduit Lucibel à se positionner sur deux relais de croissance technologiques extrêmement attractifs : le premier lié à l'utilisation du signal lumineux et de l'infrastructure d'éclairage pour transmettre ou collecter des données à basse ou à très haute fréquence, grâce à la technologie Lifi (Light Fidelity), avec de nombreuses applications possibles dans le domaine du commerce ou des musées ; le second dans le domaine de la cosmétique et de la santé où de nombreuses études scientifiques attestent des vertus thérapeutiques des LED monochromatiques pour le traitement de certaines affections de la peau (vergetures, rides notamment).

Dans ce contexte, le groupe Lucibel a enregistré en 2014 une perte nette de 9,9 M€ comprenant une perte opérationnelle (EBIT) de 10,3 M€ pour un chiffre d'affaires de 24,6 M€ (+14%), une perte financière de 0,8 M€ et un produit d'impôt de 1,2 M€.

2.3 Périmètre de consolidation

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014 est indiqué dans la note 3 des annexes aux comptes consolidés.

3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE LUCIBEL

Comparabilité des exercices

Les comptes consolidés pour l'exercice 2014 ne sont pas comparables avec les comptes de la même période 2013 en raison des opérations de croissance externe intervenues en 2013 (Cordel au 1er mars 2013 et Procédés Hallier le 30 décembre 2013).

3.1 Compte de résultat consolidé

Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

Chiffre d'affaires Groupe

Le groupe Lucibel a réalisé sur l'année 2014 un chiffre d'affaires de 24 567 K€, en progression de 14% par rapport à la même période en 2013 (21 542 K€). L'exercice 2014 a été caractérisé par une forte croissance des ventes du Groupe en France et au Moyen orient, et par le ralentissement de l'activité à l'international (hors Moyen Orient) lié au désengagement d'une activité de négoce de produits en marque blanche. Ainsi, et hors contribution de ces activités de négoce à faible valeur ajoutée, la croissance du chiffre d'affaires consolidé enregistrée sur l'année 2014 s'établit à 30%.

- Analyse des ventes consolidées par zone géographique

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	2014	2013	Var
France	20 809	16 371	+27%
Moyen Orient et Afrique	1 700	1 500	+13%
Asie Pacifique	403	365	+10%
Europe et reste du monde	1 655	3 306	-50%
Chiffre d'affaires total	24 567	21 542	+14%
Part du CA réalisé avec des clients français	85%	76%	

Les ventes du Groupe en France ont atteint 20 809 K€, en progression de 27% par rapport à 2013 dans un contexte de marché de l'éclairage complexe qui a confirmé l'inflexion rapide des grands donneurs d'ordre vers l'éclairage LED mais qui a subi la forte baisse de l'activité et des projets dans le secteur du BTP notamment.

A l'international, hormis le désengagement de l'activité de négoce qui a principalement affecté les ventes réalisées par le Groupe sur la zone Europe, l'année 2014 a été marquée par une allocation plus sélective des ressources commerciales vers les zones géographiques à fort potentiel, notamment au Moyen Orient (Emirats Arabes Unis et Arabie Saoudite) et en Afrique (création au premier semestre 2014 de la filiale Lucibel Africa installée au Maroc).

Dans ce contexte les ventes du Groupe à l'international ont atteint 3 758 K€ sur l'année 2014 contre 5 171 K€ en 2013. Retraitées des ventes de produits en marque blanche, ces ventes auraient enregistré une croissance de 12%.

La zone MOA (Moyen Orient et Afrique), de création encore récente, poursuit son développement avec un chiffre d'affaires annuel de 1 700 K€, en progression de 13% par rapport à 2013 et présente un fort potentiel de développement à court et moyen terme.

- Analyse des ventes consolidées par nature

Répartition du CA par nature	2014	2013	Var
Ventes de produits	21 574	19 835	+9%
Prestations de services ⁽¹⁾	2 993	1 707	+75%
Chiffre d'affaires total	24 567	21 542	+14%
Part du CA produits dans le CA total	88%	92%	

⁽¹⁾ Concerne essentiellement Cordel

Résultat opérationnel Groupe

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	24 567	21 542
Achats consommés	(12 505)	(11 504)
Charges externes	(8 967)	(6 974)
Charges de personnel	(12 672)	(8 760)
Impôts et taxes	(365)	(269)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(626)	(1 140)
Autres produits et charges d'exploitation	1 096	802
Résultat opérationnel courant	(9 472)	(6 303)
Autres produits et charges opérationnels	(851)	(320)
Résultat opérationnel	(10 323)	(6 623)

La perte opérationnelle consolidée s'établit à 10 323 K€ en 2014 contre une perte de 6 623 K€ en 2013. Les pertes enregistrées au cours des deux derniers exercices s'inscrivent dans un objectif d'acquisition de positions significatives sur les segments de marché ciblés par le Groupe (points de vente et commerces, bureaux et industrie notamment) et intègrent par ailleurs le coût de lancement de nouvelles activités commerciales et industrielles.

- Achats consommés**

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2014 s'établit à 12 062 K€ soit 49,1% du chiffre d'affaires consolidé contre 10 038 K€ en 2013 soit 46,6% du chiffre d'affaires. La marge sur achats consommés se détaille comme suit :

Données en milliers d'euros	2014	2013
Achats de marchandises	13 414	11 588
Achats de matières premières, fournitures et autres approvisionnements	1 092	1 031
Variations de stocks de marchandises	(2 001)	(1 115)
Total achats consommés (A)	12 505	11 504
Marge sur achats consommés : CA – (A)	12 062	10 038
Marge sur achats consommés en % CA	49,1%	46,6%

La marge sur achats consommés a ainsi progressé de près de 2,5 points de base sur l'année 2014 sous l'effet d'une évolution favorable du mix des ventes intégrant une contribution, moindre en 2014 qu'en 2013, des ventes réalisées à travers les réseaux de distribution spécialisés en matériel électrique et/ou d'éclairage, et de l'intégration de ventes à plus forte valeur ajoutée (produits et services) en relation directe avec le client final.

- Charges externes**

Les charges externes s'élèvent en 2014 à 8 967 K€, en progression de 29% par rapport à 2013 (6 974 K€). Ce poste se décompose de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Sous-traitance générale	80	46
Locations et charges locatives	1 166	764
Entretiens et réparations	286	170
Assurances	188	124
Etudes et recherche	197	91
Honoraires et commissions	2 717	1 576
Publicité	605	336
Transports sur achats et ventes	1 536	1 282
Frais déplacements - Missions - Réception	1 356	1 132
Frais postaux et téléphone	365	224
Services bancaires	136	133
Autres	335	1 096
Total Charges externes	8 967	6 974

La croissance du poste « *Honoraires et commissions* », qui s'établit sur l'année 2014 à 2 717 K€ contre 1 576 K€ en 2013 est notamment liée à l'augmentation des commissions versées aux forces commerciales et aux rémunérations d'apporteurs d'affaires en France et à l'international, ainsi qu'aux honoraires engagés notamment à l'occasion du lancement de nouvelles activités et nouvelles offres (santé et cosmétique notamment).

L'évolution du poste « *Locations et charges locatives* » est liée à l'intégration en année pleine du coût locatif (loyer et charges) du nouveau siège social de Lucibel à Rueil Malmaison ainsi qu'à la prise en compte sur 12 mois des loyers liés aux sociétés Cordel et Procédés Hallier.

La croissance du poste « *Transport sur achats et ventes* » (+20%) est corrélée à celle des activités du Groupe et intègre certains surcoûts logistiques liés à la gestion de la chaîne logistique Asie – Europe de Lucibel.

Enfin, le poste « *Frais déplacements – Missions – Réception* » a sensiblement augmenté sur 2014 compte tenu de la forte montée en charge des ressources commerciales du Groupe et, notamment, de l'intégration des activités de ventes directes de Cordel.

- **Charges de personnel**

Au cours de l'exercice 2014, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et incidence des paiements en actions, se sont élevées à K€ 12 672 contre K€ 8 760 sur la même période en 2013, réparties comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Rémunérations et charges sociales	12 017	8 295
Provision pour retraite	20	18
Incidence des paiements en actions	635	447
Total charges de personnel	12 672	8 760

La croissance de ce poste résulte essentiellement de l'augmentation des effectifs du Groupe qui s'élèvent à 209 personnes au 31 décembre 2014 contre 191 au 31 décembre 2013, sous l'effet de l'intégration en année pleine des structures de personnel attachées à Cordel et Procédés Hallier, acquises respectivement le 1^{er} mars 2013 et 30 décembre 2013, du lancement et du développement de nouvelles activités commerciales (création de Lucibel Africa, renforcement des équipes de Lucibel Middle East à Dubai, lancement des développements dans le domaine de la santé et de la cosmétique, et reprise du contrôle de Citeclair en juillet 2014) et industrielles (lancement des activités d'assemblage de solutions LED sur le site de Barentin).

Il est à noter qu'afin d'aligner ses coûts fixes et notamment ses charges de personnel à l'évolution de ses activités, et de préparer ainsi l'objectif d'équilibre EBITDA sur l'année 2015, le Groupe a lancé au cours du second semestre 2014 un plan d'amélioration de sa performance opérationnelle intégrant notamment une réduction des effectifs de certaines fonctions (support principalement).

- **Autres composantes du résultat opérationnel**

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Impôts et taxes	(365)	(269)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(626)	(1 140)
Autres produits et charges d'exploitation	1 096	802
Autres produits et charges opérationnels (non courants)	(851)	(320)
Total	(746)	(927)

Les dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

Dotations et reprises d'amortissements et provisions (en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Dot. / Rep. - amortissements sur immobilisations incorporelles	555	307
Dot. / Rep. provisions - amortissements sur immobilisations corporelles	137	91
Dot. / Rep. provisions sur stock de marchandises	(83)	309
Dot. / Rep. provisions sur créances clients	(18)	51
Dot. / Rep. provisions	35	382
Total Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	626	1 140

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Frais de développement capitalisés	749	568
Autres produits	366	544
Autres charges nettes	(19)	(310)
Total Autres produits et charges d'exploitation	1 096	802

Les autres produits sont liés à la gestion courante de la Société et de ses filiales et intègrent la reprise en résultat du crédit d'impôt recherche pour 253 K€. Les autres charges sont principalement liées à la gestion courante de la Société et de ses filiales.

Enfin, les autres produits et charges opérationnels (non courants) se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Pertes nettes de valeur des actifs	(213)	(48)
Résultat de cession d'actifs non courants	-	(173)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre	(78)	-
Provisions et charges de restructuration	(560)	(99)
Total autres produits et charges opérationnels (non courants)	(851)	(320)

Les pertes de valeur des actifs constatées en 2014 résultent de l'abandon par Lucibel de projets de recherche et développement.

La charge nette liée aux opérations de périmètre résulte de la réévaluation des compléments de prix variables prévus dans le contrat d'acquisition Procédés Hallier pour 215 K€, compensée par la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Citéclair (137 K€).

Enfin, les provisions et charges de restructuration correspondent aux provisions pour dépréciation des stocks constituées par la filiale Lucibel Retail suite à l'arrêt de ses activités de négoce (242 K€), aux provisions pour restructuration suite au départ de certains personnels de Lucibel Retail, de Lucibel SA et Diligent Factory (Chine).

Résultat net Groupe

Les principales composantes du résultat sont présentées ci-après :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Résultat opérationnel	(10 323)	(6 623)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(36)	(71)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence	(10 359)	(6 694)
Résultat financier	(752)	(601)
Impôt sur les résultats	1 206	55
Résultat net	(9 905)	(7 240)
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	<i>(9 894)</i>	<i>(7 233)</i>
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(11)</i>	<i>(7)</i>

Le résultat financier se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	5	1
Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire	(239)	(169)
Coût de l'emprunt obligataire convertible en actions	(625)	(492)
Coût de l'endettement financier net	(859)	(660)
Autres produits et charges financiers	107	59
Résultat financier	(752)	(601)

Le coût de l'endettement financier hors emprunt obligataire suit l'augmentation des emprunts du Groupe. Le coût de l'emprunt obligataire est constitué des intérêts sur une période légèrement supérieure à 6 mois jusqu'à la conversion des obligations en actions. Il est rappelé que l'intégralité des obligations convertibles émises par Lucibel SA en décembre 2013 a été convertie en actions au cours du mois de juillet 2014, à l'occasion de l'admission des titres de la Société sur le marché Alternext.

Le poste « *Impôts sur les résultats* » comprend les éléments suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
(Charge) Produit d'impôt courant	(26)	1
(Charge) Produit d'impôts différés	1 232	54
Total Impôt sur les résultats	1 206	55

Au 31 décembre 2014, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'élèvent à 28 214 K€ dont 25 066 K€ localisés en France. Enfin, il est précisé que, depuis le 1^{er} janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, Procédés Hallier et Lucibel Retail.

3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2014, le total du bilan consolidé s'établit à 33 798 K€ contre 35 337 K€ au 31 décembre 2013.

Eléments d'actifs

- **Actifs non courants**

Au 31 décembre 2014, le total des actifs non courants s'établit à 13 987 K€ contre 12 979 K€ au 31 décembre 2013 et se décompose de la façon suivante :

ACTIFS – en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 retraité
Ecart d'acquisition	8 062	7 740
Immobilisations incorporelles	5 176	4 802
Immobilisations corporelles	598	314
Entités mises en équivalence	-	-
Prêts et dépôts	151	119
Impôts différés actifs	-	4
Total des actifs non courants	13 987	12 979

L'essentiel de la hausse des actifs non courants sur la période est imputable aux opérations de croissance externe conclues par le Groupe au cours de l'année 2013 et aux investissements réalisés en matière de développement produits et d'innovation.

Ainsi, la variation entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014 du poste « *Ecart d'acquisition* » à hauteur de 322 K€ est liée à l'affectation provisoire de l'écart d'acquisition de la filiale Citéclair que Lucibel contrôle à 80% depuis le mois de juillet 2014 (contre 51% au 31 décembre 2013).

Les immobilisations incorporelles ont progressé de 374 K€ et représentent une valeur nette de 5 176 K€ au 31 décembre 2014 contre 4 802 K€ au 31 décembre 2013. Cette évolution est principalement imputable aux nouveaux frais de développement produits capitalisés sur l'année 2014 ainsi qu'à l'acquisition de licences et logiciels exploités dans le cadre des activités de recherche et développement et des fonctions support et opérations (site de Barentin notamment).

- **Actifs courants**

Au 31 décembre 2014, le total des actifs courants s'élève à 19 811 K€ contre 22 358 K€ au 31 décembre 2013.

L'évolution est présentée ci-dessous :

ACTIFS – en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 retraité
Stocks	6 042	4 070
Clients et comptes rattachés	6 680	7 453
Autres actifs courants	2 062	1 446
Créances d'impôts courants	246	83
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 781	9 306
Total actifs courants	19 811	22 358

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2014 s'établit à 6 042 K€, en forte hausse par rapport au 31 décembre 2013 (4 070 K€), liée à la croissance des activités et à l'anticipation d'affaires importantes à livrer sur le premier semestre 2015.

Le poste « *Clients et comptes rattachés* » dont la valeur nette au 31 décembre 2014 s'établit à 6 680 K€ contre 7 453 K€ au 31 décembre 2013 s'inscrit en légère diminution du fait de la réduction du délai moyen de recouvrement clients (stabilité des ventes consolidées au quatrième trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013). Au 31 décembre 2014, l'encours de créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage mis en place par le Groupe (France essentiellement) s'établit à 3 695 K€ contre 4 647 K€ au 31 décembre 2013. Dans ce cadre, la part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factor du Groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2 672 K€ au 31 décembre 2014 contre 2 574 K€ au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, le total des autres actifs courants s'établit à 2 062 K€ contre 1 446 K€ au 31 décembre 2013, et se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Etat – crédit d'impôt recherche	463	379
Créances fiscales et sociales	1 000	503
Charges constatées d'avance	143	162
Autres actifs à court terme	456	402
Total des autres actifs courants	2 062	1 446

Enfin, le poste « *Trésorerie et équivalents de trésorerie* » comprend exclusivement des disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes à court terme liquides dont le montant au 31 décembre 2014 s'élève à 4 781 K€ contre 9 306 K€ au 31 décembre 2013.

Eléments de passifs

• Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 13 039 K€ au 31 décembre 2014 à comparer à des capitaux propres de 4 486 K€ au 31 décembre 2013. La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2014 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 9 905 K€ ainsi que le résultat de plusieurs opérations sur le capital :

- augmentation de capital intervenue en juillet 2014 sous forme d'un placement privé ayant conduit à une augmentation globale, nette des frais d'émission et prime d'émission incluse, de 6 498 K€ ;
- augmentation de capital en juillet 2014 résultant de la conversion en actions de la totalité des 1 200 000 obligations convertibles émises en décembre 2013, conformément aux dispositions du contrat d'émission. Cette conversion a conduit à une augmentation complémentaire des fonds propres consolidés du Groupe de 9 749 K€ ;
- enfin, augmentations de capital intervenues au cours de l'année 2014 suite à l'exercice d'instruments dilutifs (Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, d'option de souscription et de bons de souscription d'actions) ayant conduit à une augmentation des postes capital social et prime d'émission de 363 K€.

• Passifs non courants et courants

Le total des passifs non courants et courants figurant au passif du bilan consolidé s'élève à 20 759 K€ au 31 décembre 2014 contre 30 851 K€ au 31 décembre 2013 et se décompose comme suit :

Passifs courants et non courants - en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 retraité
Emprunt obligataire convertible en actions	-	9 125
Emprunts et dettes financières	5 228	5 491
Autres passifs non courants	216	888
Avantages au personnel	147	84
Provisions – part non courante	160	19
Impôts différés passifs		1 236
Total des passifs non courants	5 751	16 843

Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	3 840	3 254
Provisions – part courante	893	685
Fournisseurs et comptes rattachés	5 413	3 694
Dettes d'impôt	1	-
Autres passifs courants	4 861	6 375
Total des passifs courants	15 008	14 008
Total des passifs courants et non courants	20 759	30 851

Le total de l'endettement financier consolidé au 31 décembre 2014 s'établit à 9 068 K€ contre 17 870 K€ au 31 décembre 2013 et se compose de la façon suivante :

Emprunts et autres dettes financières - en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 retraité
Emprunt obligataire convertible en actions	-	9 125
Emprunts et dettes financières	5 228	5 491
Total des emprunts et passifs financiers non courants	5 228	14 616
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	1 168	680
Dettes financières relatives à l'affacturage	2 672	2 574
Total des emprunts et passifs financiers courants	3 840	3 254
Total des emprunts et passifs financiers	9 068	17 870

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est liée principalement :

- à la conversion en actions, en juillet 2014, de l'emprunt obligataire d'une valeur nominale de 9 000 K€ souscrit en décembre 2013 ;
- aux souscriptions d'avances remboursables pour le financement du site industriel de Barentin pour un montant global de 752 K€ ;
- et aux remboursements des échéances d'emprunts.

Au 31 décembre 2014, la part non courante et courante des emprunts et dettes financières s'élève respectivement à 5 228 K€ et à 1 168 K€.

Les autres éléments de passifs sont principalement constitués des dettes fournisseurs dont le montant s'établit à 5 413 K€ au 31 décembre 2014 contre 3 694 K€ au 31 décembre 2013 et des autres passifs courants et non courants dont le détail est présenté ci-dessous :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Dettes sur immobilisations	193	325
Autres dettes	23	563
Total des autres passifs non courants	216	888
Dettes sur immobilisations	498	1 277
Dettes fiscales et sociales	2 928	2 463
Produits constatés d'avance	882	866
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	433	251
Autres dettes	120	1 518
Total des autres passifs courants	4 861	6 375
Total des autres passifs non courants et courants	5 077	7 263

Au 31 décembre 2014, les autres passifs non courants comprennent les dettes sur immobilisations qui correspondent à la juste valeur estimée du complément de prix payable à plus d'un an relatif à la prise de contrôle de la société Procédés Hallier.

Au 31 décembre 2013, les autres dettes non courantes correspondaient à la valorisation des engagements de rachat d'actions résultant de l'acte de cession conclu entre Lucibel SA et les actionnaires de Procédés Hallier. L'introduction en Bourse a rendu ces engagements caducs, conformément aux termes de l'acte de cession.

Les passifs courants comprennent :

- les dettes sur immobilisations correspondant essentiellement aux soldes des paiements différés afférents à l'acquisition de Procédés Hallier ;
- le poste « *Clients avoirs à établir, avance et acomptes* » qui comprend les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs du Groupe pour 245 K€ ;
- et des produits constatés d'avance pour 882 K€ au 31 décembre 2014, correspondant principalement à l'étalement du produit de crédit impôt recherche.

A fin décembre 2013, les autres dettes courantes correspondaient principalement aux engagements de rachat d'actions vis-à-vis des anciens actionnaires de Cordel Développement valorisés à 1 200 K€.

3.3 Liquidité et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur la période s'analyse de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(8 447)	(9 023)
<i>dont capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>(8 332)</i>	<i>(5 298)</i>
<i>dont variation du Besoin en Fonds de Roulement (« BFR »)</i>	<i>(39)</i>	<i>(3 722)</i>
<i>dont impôt versé</i>	<i>(76)</i>	<i>(3)</i>
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 590)	(3 882)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	6 484	20 865
Incidence des variations des cours de devises	16	(3)
Variation nette de trésorerie	(4 537)	7 957

Les flux nets de trésorerie consommés par l'activité en 2014 s'élèvent à 8 447 K€ et s'expliquent essentiellement par une insuffisance d'autofinancement qui s'établit, avant coût de l'endettement financier net et impôt versé, à 8 332 K€. Ce résultat est à mettre en perspective des actions engagées par le Groupe au cours du second semestre 2014 afin d'atteindre l'objectif d'équilibre EBITDA sur l'année 2015.

En 2014, les flux nets de trésorerie relatifs aux opérations d'investissements de 2 590 K€ sont principalement liés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (1 336 K€) et aux opérations de regroupement d'entreprise (1 276 K€).

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement intègrent essentiellement l'incidence des opérations sur capital clôturées en 2014, pour un montant net de frais d'émission de 6 858 K€, des transactions sur actions propres (rachats nets d'actions propres de 419 K€) et des variations sur emprunts et dettes financières.

3.4 Politique d'investissement

Les montants des investissements réalisés au cours des deux derniers exercices, qui ont été financés par voie d'augmentations de capital successives, d'une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013), de recours à l'endettement bancaire et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche, sont les suivants :

Données consolidées, normes IFRS (en K€)	Exercice 2014 12 mois	Exercice 2013 12 mois
Ecart d'acquisition	322	7 740
Immobilisations incorporelles	1 142	2 079
<i>Investissements</i>	<i>1 142</i>	<i>695</i>
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	<i>-</i>	<i>1 384</i>
Immobilisations corporelles	414	565
<i>Investissements</i>	<i>414</i>	<i>103</i>
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	<i>-</i>	<i>462</i>
Immobilisations financières	32	50
<i>Investissements</i>	<i>32</i>	<i>50</i>
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
TOTAL	1 910	12 189

Les investissements en immobilisations incorporelles s'élèvent à 1 142 K€ et correspondent aux frais de développement de nouveaux produits (dont les premiers produits de la gamme Line 5 destinés aux marchés de la cosmétique) ou de produits substantiellement améliorés et des procédés associés pour 749 K€ ainsi qu'au coût de licences et de logiciels, de brevets et de marques pour 393 K€.

Les investissements en immobilisations corporelles s'élèvent à 414 K€ dont 254 K€ sont liés aux matériels et installations techniques et industrielles et 160 K€ regroupent les agencements, matériels de bureau et matériels informatiques.

Les investissements en immobilisations financières s'élèvent à 32 K€ et correspondent essentiellement à des dépôts et cautionnements.

Les incidences des variations de périmètre et écarts d'acquisition sont peu significatives, essentiellement liées à la prise de contrôle en juillet 2014 de la filiale Citéclaire spécialisée dans la distribution des produits et solutions d'éclairage LED (sources et luminaires) à destination des collectivités publiques.

Ces investissements ont été financés au moyen des différentes levées de fonds et des nouveaux emprunts bancaires conclus tout au long de l'exercice 2014.

3.5 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

La Société, qui regroupe l'essentiel des ressources et projets de développement du Groupe, a poursuivi ses travaux sur trois axes majeurs pour le développement du Groupe :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage d'un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- et la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2014, les équipes de recherche et développement de la Société ont ainsi contribué à l'élargissement de la gamme de produits d'éclairage de Lucibel qui s'est enrichie de plusieurs nouveaux produits (Downlight, Powerlight COB, Panel 27W notamment) tout en investissant dans les domaines de la santé et de la cosmétique (développement d'un premier produit sous marque Line 5 traitant certaines affections de la peau, en test de commercialisation depuis décembre 2014) et de la transmission de l'information par la lumière par exploitation de la technologie Lifi (*Light Fidelity*).

Au 31 décembre 2014, la Société disposait d'un portefeuille de brevets comprenant 44 titres, dont 30 uniquement en France. A cette date, ce portefeuille comprend 10 brevets.

4. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

4.1 Chiffres clés sociaux

<i>Données du compte de résultat et du bilan, en milliers d'euros</i>	2014	2013	Var 2014/2013
Chiffre d'affaires	9 020	8 547	+5,5%
Résultat exploitation	(8 097)	(6 028)	-34,3%
Résultats financier et exceptionnel	(2 329)	(809)	+187,8%
Impôts sur les bénéfices	819	339	+141,6 %
Résultat net	(9 608)	(6 498)	+47,9%
Endettement net (courant et non courant) (*)	11	4 555	-99,8%
Trésorerie	1 445	6 166	-76,6%
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(1 434)	(1 611)	-11,0%
Capitaux propres	14 042	7 244	+93,8%
dont Capital social	7 554	6 255	+22,8 %

(*) hors Aide au Développement et à l'innovation perçue d'OSEO comptabilisée au poste « autre fonds propres » du bilan, hors emprunt obligataire convertible en actions de K€ 9 000 au 31 décembre 2013, converti en actions en juillet 2014, et hors comptes courants intragroupe

4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2014 un chiffre d'affaires de 9 020 K€ contre 8 547 K€ (+ 5,5%). Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, des luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

En 2014, les ventes à destination des filiales de la Société se sont élevées à 1 604 K€, en croissance de 81%. Près de 78% du chiffre d'affaires enregistré en 2014 a été réalisé en France contre 72% en 2013. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent ainsi à 2 026 K€.

Compte tenu de la croissance de ses coûts fixes, la Société enregistre en 2014 une perte d'exploitation de 8 097 K€ à comparer à une perte de 6 028 K€ sur la même période en 2013. Ce résultat met principalement en évidence l'accroissement sur l'exercice écoulé des charges d'exploitation qui s'établissent à 19 345 K€ contre 15 570 K€ en 2013 (+24%) et qui comprennent les principaux postes suivants :

- Achats de marchandises et variations de stocks, constitués des achats et des variations de stocks de produits finis approvisionnés auprès du sous-traitant industriel de la Société en Chine et d'autres fournisseurs asiatiques et européens, dont le montant s'établit sur l'exercice à 5 745 K€ contre 5 247 K€ en 2013, soit une augmentation de 9% principalement corrélée à la croissance des ventes ;

- Autres achats et charges externes dont le montant sur 2014 s'établit à 6 025 K€ et dont la croissance par rapport à 2013 (+ 42%) résulte de la poursuite des investissements de la Société en matière de recherche et développement (développement des partenariats en France et recours à la sous-traitance en Asie) et de ventes et marketing (montée en charge du réseau commercial en France, Europe et Afrique du Nord). Ce poste intègre également les charges du loyer du nouveau siège social ;
- Charges de personnel qui ont atteint 5 986 K€ en 2014 contre 4 243 K€ sur la même période en 2013 (+ 41%), et dont la croissance est principalement liée à celle de l'effectif de la Société qui s'établit à 71 au 31 décembre 2014 contre 61 au 31 décembre 2013. Cependant, la Société a entrepris au cours du second semestre 2014 un redimensionnement de ses effectifs par rapport à la croissance de ses activités ;
- Dotations nettes aux amortissements et provisions qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à 501 K€ contre 1 282 K€ sur la même période en 2013 et qui intègrent, sur 2014, des dotations aux amortissements sur les frais de recherche et développement activés à hauteur de 127 K€ ;
- Enfin, les autres postes de charges d'exploitation dont le montant s'établit à 318 K€ sur 2014 sont principalement constitués de charges d'impôts, taxes et versements assimilés et autres charges de gestion courantes.

Après prise en compte de pertes financières et exceptionnelles de 2 329 K€, essentiellement constituées de provisions financières sur les titres et les créances rattachées à certaines participations de la Société (Se reporter à la note 3 de l'annexe aux comptes annuels 2014) et de charges d'intérêts liées à la rémunération de l'emprunt obligataire émis en décembre 2013, et de produits d'impôts (crédits d'impôts et produits de l'intégration fiscale) de 818 K€, la Société enregistre sur l'exercice 2014 une perte nette de 9 608 K€.

4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2014, le total du bilan s'établit à 25 455 K€ contre 24 857 K€ au 31 décembre 2013.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 15 634 K€ contre 13 897 K€ au 31 décembre 2013 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 9 789 K€ au 31 décembre 2014 contre 10 946 K€ au 31 décembre 2013.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués (i) d'immobilisations incorporelles dont la valeur nette au 31 décembre 2014 s'établit à 1 442 K€ contre 985 K€ au 31 décembre 2013 suite à l'inscription à l'actif du bilan de dépenses de développement et de brevets pour un montant total de 804 K€, de l'abandon de frais de développement pour 213 K€, et (ii) d'immobilisations financières correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « *Immobilisations financières* » au 31 décembre 2014 s'établit à 13 997 K€ contre 12 795 K€ au 31 décembre 2013.

Enfin, les actifs circulants sont composés (i) des stocks dont la valeur nette s'établit à 3 327 K€ au 31 décembre 2014 contre 1 810 K€ au 31 décembre 2013, (ii) du poste « *clients* » qui s'élève à 2 737 K€ au 31 décembre 2014 contre 1 319 K€ au 31 décembre 2013, (iii) du poste « *autres créances et avances versées sur commande en cours* » qui intègre au 31 décembre 2014 la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre de 2014 et des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société, et enfin (iv) du poste « *Valeurs mobilières de placement et disponibilités* » qui s'établit à 1 445 K€ au 31 décembre 2014 contre 6 166 K€ au 31 décembre 2013.

Au passif, les capitaux propres de la Société sont positifs au 31 décembre 2014 à hauteur de 14 042 K€ contre 7 244 K€ au 31 décembre 2013. Ils comprennent un capital social de 7 554 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre les incidences (i) de l'augmentation du capital liée au placement privé clôturé en juillet 2014, (ii) de la conversion en actions des obligations convertibles, (iii) de l'exercice des instruments dilutifs intervenu en cours de l'année 2014 et (iv) de la perte nette enregistrée sur 2014 à hauteur de 9 608 K€.

Enfin, les autres postes de passif s'élèvent à 10 445 K€ au 31 décembre 2014 contre 16 838 K€ au 31 décembre 2013. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- Provisions pour risques et charges présentant un solde de 1 004 K€ au 31 décembre 2014 contre 659 K€ au 31 décembre 2013, intégrant notamment les engagements pris par la Société au titre de la garantie clients ainsi qu'une provision pour les risques sociaux ;

- Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit dont l'encours restant dû au 31 décembre 2014 s'établit à 1 434 K€ contre 1 611 K€ ;
- Emprunts et dettes financières divers auprès du groupe pour un montant de 1 982 K€ ;
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés dont le montant au 31 décembre 2014 s'établit à 3 672 K€ contre 2 123 K€ au 31 décembre 2013 et dont la croissance intègre les effets liés aux prévisions de ventes du premier semestre 2014 ;
- Dettes fiscales et sociales qui s'élèvent à 1 442 K€ au 31 décembre 2014 contre 1 311 K€ au 31 décembre 2013, et dont l'accroissement est en partie lié à l'évolution de l'effectif de la Société ;
- Enfin, le montant des autres dettes s'établit au 31 décembre 2014 à 911 K€ et inclut notamment les paiements différés de complément de prix de titres de participation pour 604 K€ liés à l'acquisition de la société Procédés Hallier.

4.4 Autres informations sur la Société

Conséquences sociales de l'activité

Au 31 décembre 2014, l'effectif total hors personnel mis à disposition de la Société s'élève à 71, en croissance de 16% par rapport au 31 décembre 2013 (61), liée à l'évolution du périmètre de ses activités.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures ; la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a dû parfois consentir à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité.

Dans un souci permanent de contrôle de ses coûts de fonctionnement, certaines fonctions hors cœur de métier pour Lucibel (prototypage, tests, certifications, etc.) ont été externalisées et comptabilisées en « autres achats et charges externes ».

En termes de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application des conventions collectives applicables et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place d'un programme d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et de stock-options.

Au 31 décembre 2014, la Société n'a pas mis en place d'accord d'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons enfin que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2014.

Rachat d'actions par la Société

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous communiquons ci-dessous les opérations effectuées par la Société sur ses titres :

	Nombre d'actions achetées	Nombre actions vendues	Cours moyen d'achat (€)	Cours moyen de vente (€)	Frais de négociation (€)	Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture	Valeur nominale (€)	Valeur au cours d'achat des actions détenues à la clôture
Contrat de liquidité	61 402	39 824	7,16	6,16	7 243	21 578	1,00	96 660
Autres	30 000	-	7,50	-	-	30 000	1,00	225 000
Total	91 402	39 824	7,27	6,16	7 243	51 578	1,00	321 660

Dépenses non déductibles fiscalement

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

5. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

5.1 Evolution récente et événements postérieurs à la clôture

Au cours du premier trimestre 2015, Lucibel a réalisé un chiffre d'affaires Groupe de 7,0 M€, en progression de 16,6% par rapport au premier trimestre 2014, la croissance des activités étant tirée par le développement à l'international dont les ventes, qui ont représenté près de 24,3% du chiffre d'affaires Groupe (contre 12% au premier trimestre 2014) ont plus que doublé sur le trimestre. En mars 2015, la Société a également annoncé la signature d'un memorandum of understanding (memorandum d'entente) avec le groupe Schneider Electric en vue de la création d'une société commune détenue à parts égales par Lucibel et Schneider Electric, destinée à commercialiser l'offre par abonnement « Store Operations » permettant, par l'association de compétences dans les domaines du numérique, de l'éclairage LED et des capteurs-actionneurs du bâtiment, la scénarisation des espaces de vente et l'immersion du client dans un univers personnalisé grâce à la diffusion de contenus ciblés.

Par ailleurs, Lucibel a finalisé au cours du mois de mars 2015 une opération de refinancement d'une partie du prix payé sur fonds propres fin 2013 pour l'acquisition de la société Procédés Hallier, en contractant un emprunt bancaire moyen terme (cinq ans) d'un montant de 1,5 M€ auprès de deux banques françaises.

Enfin, le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 20 avril 2015, a approuvé le lancement d'une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant de 4 M€ par l'émission de 1.007.293 Actions à Bons de Souscription d'Action Remboursable (ABSAR) au prix unitaire de 4,0 €. Cette opération, garantie à 75% par les principaux actionnaires de la Société, Aster Capital, CM CIC Innovation et Etoile Finance (société contrôlée par la Famille Granotier), détenant respectivement 7%, 4% et 20% du capital de la Société avant opération, a pour but d'accélérer le développement de la Société et plus particulièrement :

- accélérer sa croissance organique, notamment par le développement de ses filiales de distribution, en France et à l'international, sur les segments de marchés à valeur ajoutée et les zones géographiques à fort potentiel, et par le renforcement de l'approche « solutions » en lien direct avec le client final ;
- accroître les capacités d'innovation de la Société par le renfort humain et matériel de ses structures de développement produits et l'accompagnement financier de projets novateurs dans le domaine de l'éclairage (Lifi notamment) ;

- et procéder à des acquisitions ciblées dans le cadre d'une stratégie de build-up dans un environnement concurrentiel très fragmenté.

5.2 Perspectives

L'exercice 2015 de Lucibel devrait être notamment marqué par les éléments suivants :

- la poursuite d'une croissance soutenue des ventes de la Société et de ses filiales de commercialisation dont le nombre devrait augmenter par voie de création ou d'acquisition ;
- la focalisation des efforts commerciaux sur des zones géographiques à fort potentiel et la réorganisation des forces commerciales déployées sur les marchés européens notamment ;
- la refonte opérationnelle de la chaîne logistique (avec notamment le lancement de l'usine de Barentin), permettant une plus grande maîtrise des coûts d'acheminement des produits, de la qualité et une plus grande flexibilité en matière d'approvisionnement ;
- le développement de synergies intra-groupe portant sur le commerce et les achats et la réduction du coût des fonctions centrales et des frais généraux ;
- le maintien d'un niveau élevé d'investissement en matière d'innovation et de développement produits visant au renforcement du portefeuille de brevets détenus par la Société et à l'élargissement de la gamme de produits de la Société ;
- le contrôle des coûts devant permettre de remplir les objectifs de rentabilité ;
- enfin la recherche de nouveaux financements, par voie de fonds propres, de prêts bancaires ou de subventions, contribuant au financement de la stratégie de développement de la Société et à l'élargissement de l'actionnariat de la Société en suscitant notamment de nouveaux partenariats.

6. FILIALES ET PARTICIPATIONS

6.1 Prises de participation et sociétés contrôlées

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales et des participations de la Société a évolué suite :

- au rachat de 29 % des titres valeur de rachat : 46 K€) de la société Citéclair portant ainsi la participation de la Société dans cette filiale à 80% ;
- à la création de la société Lucibel Africa (Maroc), filiale de distribution des produits et services de la Société en Afrique, dotée d'un capital de KDAM 1 000 (équivalent de 96 K€) ;
- à la création de la société Lucibel Barentin, filiale dotée d'un capital de 250 K€, en charge de l'exploitation du site d'assemblage de solutions LED localisé à Barentin, Haute Normandie ;
- et à la création de la société Line 5, dotée d'un capital de K€ 10, en charge de la commercialisation de nouvelles générations de produits électroniques LED à destination du marché de la cosmétique.

Au 31 décembre 2014, le périmètre de consolidation de la Société comprend ainsi 13 filiales contrôlées majoritairement par la Société.

6.2 Analyse des résultats des filiales

Filiales de distribution

Cordel SAS

La société Cordel SAS, acteur important en France dans le domaine de l'éclairage pour magasins a vu son chiffre d'affaires progresser de 9% en 2014 pour atteindre 11 750 K€ et a généré une perte nette de 469 K€. Les actions correctrices

engagées au cours du dernier trimestre 2014 devraient permettre à cette société de continuer à croître en 2015 de façon rentable.

Procédés Hallier

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 conçoit, produit et commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2014, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2 967 K€ et généré un bénéfice net de 787 K€.

Citéclair

Cette filiale, détenue à 80% par la Société depuis juillet 2014, a pour objet la commercialisation des solutions d'éclairage à destination des collectivités publiques. En phase de démarrage, Citéclair a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 98 K€ et généré une perte nette de 314 K€. Un premier appel d'offres significatif, d'une valeur d'1,2 M€ sur 10 ans a été remporté en octobre 2014 pour l'équipement de la ville d'Istres en éclairages intérieurs LED.

Lucibel Retail (renommée Lucibel Healthcare)

Lucibel Retail est une filiale contrôlée à 100% par la Société spécialisée depuis sa création dans les ventes de sources et de luminaires LED à destination de réseaux de distribution spécialisés et d'une clientèle grand public (B to C). Lucibel Retail a enregistré, à l'issue de son troisième exercice social, un chiffre d'affaires de 296 K€ pour une perte nette de 331 K€. Ce résultat intègre les coûts d'arrêt de l'activité historique de négoce à faible valeur ajoutée. Sur 2015, l'activité de cette filiale sera dédiée au développement des ventes de produits LED de bien-être et de santé développée par la Société.

Line 5

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la commercialisation, à travers des canaux de vente directe (B to C) de produits LED destinés aux marchés de la santé et de la cosmétique. En 2014, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale s'élève à 28 K€ pour une perte de 214 K€.

Lucibel Benelux

Cette filiale constituée en 2010 et détenue à 100% par la Société, abrite la force de ventes de Lucibel sur la zone Benelux dont le coût direct est entièrement refacturé à Lucibel SA. Lucibel SA comptabilise dans ses comptes le chiffre d'affaires généré par cette force de vente. Le résultat net de cette société est nul en 2014.

Lucibel Suisse

Lucibel Suisse dont l'entrée dans le périmètre du groupe est intervenue en avril 2011, a généré en 2014 un chiffre d'affaires de 350 K€ contre 455 K€ en 2013, et enregistré une perte nette de 4 K€. Cette filiale, détenue à 100% par la Société, a fait l'objet d'une opération de renforcement des fonds propres pour 1 000 KCHF (équivalent de 1 M€) par intégration de l'avance d'actionnaire. Sur 2015, l'objectif de cette filiale de commercialisation est de redynamiser le développement des ventes de produits Lucibel sur le territoire et d'atteindre son point d'équilibre.

Lucibel Espagne

Lucibel Espagne, filiale créée en 2012 et détenue à 100 % par la Société, est en charge de la commercialisation des produits Lucibel sur la zone Espagne. Le coût des forces de vente est entièrement refacturé à Lucibel SA. Lucibel SA comptabilise ainsi dans ces comptes le chiffre d'affaires généré par cette force de vente. En 2014, Lucibel Espagne a enregistré une perte nette de 7 K€.

Lucibel Middle East

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale contrôlée par la Société à hauteur de 90%, en activité depuis octobre 2012. Cette filiale a enregistré un chiffre d'affaires de 1 082 K€ pour une perte nette de 120 K€. Compte tenu d'un contexte de marché très porteur dans la région, l'objectif de cette filiale de commercialisation basée à Dubai est de poursuivre le développement de son activité et d'être rentable en 2015.

Lucibel Asia (anciennement dénommée Diligent Group Ltd)

Cette société spécialisée dans le négoce de produits d'éclairage basés sur la technologie LED, a enregistré en 2014 un chiffre d'affaires de 761 K€, en diminution par rapport à 2013 suite à son repositionnement stratégique sur la distribution des produits Lucibel dans la zone Asie et l'arrêt d'activités historiques de négoce à faible valeur ajoutée. Dans ce contexte, cette filiale, contrôlée à 100% par la Société, a enregistré une perte nette de 190 K€. L'objectif de cette filiale en 2015 est de développer un pipe d'affaires projets en capitalisant notamment sur la proximité développée sur la zone Asie avec le groupe Schneider Electric, et d'être à l'équilibre.

Filiales de production/ Services/ Distribution et holding

Cordel Développement

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis mars 2013, est une société holding détenue à 100% par la Société et dont le principal actif est constitué de 100% des actions de la société Cordel. Sans activité commerciale, Cordel Développement porte deux emprunts bancaires contractés en 2011 pour financer le rachat des titres de Cordel. En 2014, Cordel Développement a enregistré une perte nette de K€ 136, essentiellement constituée de charges financières.

Lucibel Barentin

Créée en juin 2014, cette filiale, détenue à 100% par Lucibel est en charge du développement, de l'industrialisation et de l'assemblage de solutions d'éclairage LED à fort niveau de différenciation pour l'ensemble des entités du Groupe. Cette société, qui est en phase d'amorçage, a enregistré en 2014 un chiffre d'affaires de 41 K€ et une perte nette de 265 K€.

Diligent Factory (Chine)

L'activité de cette filiale, constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel, est demeurée concentrée sur son activité de support à la recherche et au développement, de gestion de la sous-traitance industrielle en Asie et de sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

Le chiffre d'affaires 2014 de cette filiale a fortement diminué (479 K€) et a été essentiellement réalisé auprès d'entités du Groupe. Dans ce contexte, cette filiale a enregistré une perte nette de 218 K€.

6.3 Tableau des filiales et des participations

Nous vous prions de vous reporter à la note 28 de l'annexe aux comptes annuels 2014 de la Société.

7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014, de constater d'une part que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'élève à la somme de 9 607 857 € (neuf millions six cent sept mille huit cent cinquante-sept euros) et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 27 575 888 € (vingt-et-sept millions cinq cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-huit euros).

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

8. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

9. ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

9.1 Montant et structure du capital social

Au 31 décembre 2014, le capital social de Lucibel s'élève à 7 553 201 euros, divisé en 7 553 201 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 euro par action.

A cette date, le capital de la Société se répartit de la façon suivante :

	Nombre d'actions au 31/12/2014	% du capital au 31/12/2014	Nombre d'actions au 31/12/2013	% du capital au 31/12/2013
Etoile Finance (*), Frédéric Granotier	1 649 252	21,8%	1 960 127	31,3%
FCPR Aster II	503 881	6,7%	430 769	6,9%
CM CIC Innovation et Sudinnova	366 703	4,9%	200 000	3,2%
Bpi France	532 335	7,1%	-	-
Autres mandataires, dirigeants et salariés (**)	351 424	4,7%	655 585	10,5%
Auto détention	51 578	0,7%	-	-
Autres actionnaires	4 098 528	54,1%	3 008 199	48,1%
Total	7 553 701	100,0%	6 254 680	100,0%

(*) Société holding familiale contrôlée par la famille de monsieur Frédéric Granotier

(**) Actions détenues au nominatif pur essentiellement

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2014, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau suivant récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent de l'assemblée générale réunie le 7 mars 2014 :

Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation / date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
				Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Montant (€)	
Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	07/03/2014 07/05/2016	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	07/03/2014 07/05/2016	6.000.000 € (1)	14,25 €	16 juillet 2014	535 939 €	5.464.061 € (1)
Autorisation d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé) pour mettre en œuvre la dix-septième résolution	07/03/2014 07/05/2016	20% du capital par période de 12 mois (1)	14,25 €	16 juillet 2014	535 939 €	-
Autorisation pour fixer le prix d'émission, dans la limite annuelle de 10% du capital social, en cas d'émission réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription	07/03/2014 07/05/2016	Dans la limite de 15% du montant initial (1) (plafond applicable à la résolution utilisée)	-	-	-	-
Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	07/03/2014 07/09/2015	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 € (1)

Emission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	07/03/2014					
	07/05/2016	2% du capital social (1)	-	-	-	-
Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	6.000.000 €	-	-	-	6.000.000 €
Emission d'actions de la Société en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société, conformément à l'article L. 225-148 du Code de commerce	07/03/2014					
	07/05/2016	6.000.000 € (2)	-	-	-	6.000.000 € (2)
Emission d'actions de la Société en rémunération d'apports en nature dans la limite de 10% du capital social, conformément à l'article L. 225-147 du Code de commerce	07/03/2014					
	07/05/2016	10% du capital	-	-	-	-
Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'un échange de titres financiers	07/03/2014	OPE : 6.000.000 €				
	07/09/2015	Hors OPE : 10% du capital	-	-	-	-
Attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux	07/03/2014		9,5 €	7 mars 2014	25.000 €	
	07/03/2017	400.000 € (3)	4.51€	24 mars 2015	10.000 €	0 € (3)
Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	07/03/2014		9,5 €	7 mars 2014	149.000 €	
	07/09/2015	400.000 € (3)	4.51€	23 avril 2014 24 mars 2015	35.500 € 180.500 €	0 € (3)
Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres	07/03/2014	-	-	-	-	-
	07/05/2016					
Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	07/03/2014	-	-	-	-	-
	07/03/2016					

⁽¹⁾Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 €.

⁽²⁾Il s'agit d'un plafond autonome.

⁽³⁾Il s'agit d'un plafond commun pour les BSPCE et stock-options.

9.4 Autres titres donnant accès au capital

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)

Au 31 décembre 2014, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 829 500, donnant le droit de souscrire à 829 500 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 5,52 euros par action. A cette date, 397 500 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2010, 2011 et 2012 à un prix moyen de € 2,76 par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons.

Options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2014, le nombre d'options de souscription attribuées par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 112 250, donnant le droit de souscrire à 112 250 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 6,71 euros par action. A cette date, 41 000 options attribuées au cours des années 2011 et 2012 sont exerçables, donnant le droit de souscrire à 41 000 actions de la Société à un prix de 5,31 euros par action. Au risque de devenir caducs, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

Bons de souscription d'actions (« BSA »)

Au 31 décembre 2014, le nombre de BSA attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société, non annulés et non exercés s'établit à 230 769. Chaque BSA donne le droit de souscrire à une action de la Société au prix de 6,50 € par action.

Au risque de devenir caducs les BSA attribués devront être exercés au plus tard le 31 décembre 2015 pour le solde (230 769 BSA).

10. INFORMATIONS RELATIVES AUX ORGANES DE GESTION ET AUX MANDATAIRES SOCIAUX

10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Les statuts précisent que la durée des fonctions d'administrateur est de six ans.

Le Conseil d'administration a opté, depuis la constitution de la Société, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Par ailleurs, en juin 2014, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un collège de censeurs.

A la date d'approbation par le Conseil d'administration du présent rapport, le Conseil d'administration est composé de sept membres dont six administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale :

Prénom et nom	Statut au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Fonction principale exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
Frédéric Granotier	Président	22 octobre 2009	31 décembre 2014	Directeur Général Président du conseil d'administration depuis le 24 novembre 2009	Vice-président du Conseil de surveillance de la société Prêt d'Union SA Administrateur de la société Televista (Vivolta) Gérant d'Etoile Finance SARL Président de Lucibel Espana
Yves Barbieux	Administrateur	25 mai 2010 (Cooptation)	31 décembre 2017	-	Administrateur des sociétés Voluntis, Claranor et Elsa Consultants Président du conseil d'administration de Lucibel Suisse
Mark Fouquet	Administrateur	Nommé statutairement	31 décembre 2017	-	Gérant de la société Simpl-Fi Administrateur de Guerbet SA Président du Comité de surveillance de Terranere SAS
Eléonore Joder	Administrateur	25 mai 2010	31 décembre 2015	-	Membre du conseil de surveillance de la société Prêt d'Union SA Administrateur de la société Gascogne SA DAF du groupe MacqPisto
Nicolas Reboud	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	-	Gérant d'Arceus Finance France SARL
Aster Capital représenté par Jean-Marc Bally	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	-	Président et Directeur général de la société Aster Capital Partners SAS Représentant permanent de la société Aster Capital Partner SAS : - aux conseils d'administration des sociétés Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Solairedirect SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS, Next Generation Cooling Ltd - au conseil de surveillance des sociétés Tronics microsystems SA - au comité stratégique de la société Optireno SAS et de la société MGF Easybike SAS - en tant qu'observateur au conseil d'administration de la société Agilence Inc et Fludicon GmbH
Catherine Coulomb	Administrateur	20 février 2014	31 décembre 2017	-	VP Business Development Methanization Veolia

Le mandat d'administrateur de M. Frédéric Granotier arrivant à échéance lors de la prochaine Assemblée, nous proposons à l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, de statuer sur le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Frédéric Granotier pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020..

Par ailleurs, dans un souci d'élargissement du Conseil d'administration et compte tenu de la connaissance du Groupe Lucibel acquise dans le cadre de ses fonctions opérationnelles, nous soumettons à l'approbation de la prochaine Assemblée la nomination de M. François-Xavier Oliveau en qualité de nouvel administrateur de la Société, pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

- **Président - Directeur général** : M. Frédéric Granotier, nommé en date du 24 novembre 2009
- **Directeurs généraux délégués** :
 - M. Jean Laurent Houot, en charge de la recherche et développement et de l'innovation, nommé par le conseil d'administration du 18 novembre 2011,
 - M. Gilles Aubagnac, en charge des Finances, nommé par le Conseil d'administration en date du 24 mars 2015.

M. Thierry Bodiot, nommé Directeur Général Délégué le 20 février 2014, a démissionné de ses fonctions le 24 juillet 2014. M. François-Xavier Oliveau, nommé Directeur Général Délégué le 18 novembre 2011, a démissionné de ses fonctions le 9 mars 2015.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

10.3 Rémunérations et avantages

Le tableau qui suit détaille les rémunérations et avantages en nature effectivement versés aux dirigeants mandataires sociaux de Lucibel en fonction en 2014.

REMUNERATIONS ANNUELLES BRUTES 2014

<i>(Données en euros)</i>	Jetons de présence	Fixes	Variables (2)	Avantages en nature	Rémunérations indirectes
Frédéric Granotier	5 000	116 000	95 000	-	150 000 (1)
François Xavier Oliveau	-	159 200	76 000	-	-
Jean Laurent Houot	-	123 500	42 750	5 683	-
Thierry Bodiot	-	105 564	-	-	-

REMUNERATIONS ANNUELLES BRUTES 2013

<i>(Données en euros)</i>	Jetons de présence	Fixes	Variables (2)	Avantages en nature	Rémunérations indirectes
Frédéric Granotier	5 000	70 000	90 000	-	132 000 (1)
François Xavier Oliveau	-	123 333	63 000	-	-
Jean Laurent Houot	-	110 000	30 000	5 683	-

- (1) Rémunérations versées à la société Etoile Finance, holding contrôlée par M. Frédéric Granotier, au titre de prestations de conseils en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement/ désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment
- (2) Comprend essentiellement les rémunérations variables déterminées en fonction de l'atteinte des objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés par le conseil d'Administration.

Les trois dirigeants mandataires sociaux ont par ailleurs bénéficié d'attributions de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise de la Société. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2012, 2013 et 2014, ces attributions ont été les suivantes :

	Date d'attribution par le conseil d'administration	Qté attribuée	Prix d'exercice (€)
Frédéric Granotier	9 février 2012	20 000	6,50
	4 juillet 2013	20 000	7,50
	7 mars 2014	20 000	9,50
François Xavier Oliveau	9 février 2012	18 500	6,50
	4 juillet 2013	20 000	7,50
	7 mars 2014	20 000	9,50
Jean Laurent Houot	9 février 2012	18 500	6,50
	4 juillet 2013	10 000	7,50
	7 mars 2014	20 000	9,50

Les BSPCE attribués par ces différents conseils sont exerçables pour moitié 24 mois à compter de leur date d'attribution et, pour le solde, 36 mois après leur date d'attribution.

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le Conseil d'administration du 24 mars 2015 a décidé de ne pas allouer de jetons de présence aux administrateurs de la Société pour l'exercice 2014.

11. AUTRES INFORMATIONS

11.1 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 24 de l'annexe aux comptes annuels 2014 de la Société.

11.2 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 2008 issu de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (dite « loi LME »), nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (art. D. 441-4 du Code de commerce) :

Créances clients en valeur brute (en K€) – hors factures et avoirs à établir					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2013	700	137	194	682	1 712
31/12/2014	1 271	305	205	1 054	2 835

Dettes fournisseurs (en K€) – hors factures non parvenues					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2013	717	253	52	295	1 318
31/12/2014	899	1 205	139	468	2 711

11.3 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2010	Exercice social clos le 31 décembre 2011	Exercice social clos le 31 décembre 2012	Exercice social clos le 31 décembre 2013	Exercice social clos le 31 décembre 2014
1 – Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 200 000 €	3 724 533 €	4 522 932 €	6 254 680 €	7 553 701 €
Nombre des actions ordinaires existantes	2 200 000	3 724 533	4 522 932	6 254 680	7 553 701
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	1 200 000	-
- Par exercice de droits de souscript.	200 000	512 000	942 219	1 193 669	1 172 519
2 – Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	813 904 €	1 563 290 €	4 052 479 €	8 547 049 €	9 019 806 €
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 1 298 297	- 2 614 888 €	- 4 260 388 €	- 5 734 866 €	- 8 462 944
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au	-	-	-	-	-

titre de l'exercice					
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 1443 737 €	- 3 919 800 €	- 5 727 417 €	- 6 497 896 €	-9 607 857
Résultat distribué	-	-	-	-	-
3 – Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	- 0,59 €	- 0,70 €	- 0,94 €	- 0,92 €	- 1,12 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 0,66 €	- 1,05 €	- 1,27 €	- 1,04 €	- 1,27 €
Dividende attribué à chaque action (préciser s'il s'agit d'un dividende brut ou net)	-	-	-	-	-
4 – Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	5	22	36	54	71
Montant de la masse salariale de l'exercice	327 122 €	772 813 €	1 787 960 €	2 959 791 €	4 238 567 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	98 73 €	324 375 €	768 714 €	1 283 306 €	1 747 801 €

11.4 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » de l'Offering Circular de la Société, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

Risque de change

Compte tenu du caractère international de son activité, le Groupe se trouve exposé à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

Risque de crédit et risques de concentration

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. Le Groupe commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France mais se développe également en Europe, Afrique et Moyen Orient. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes

constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré non significatif et est resté dans les limites anticipées par la direction. Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients et une assurance-crédit en cas de défaillance. S'agissant des clients internationaux, le Groupe procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec la mise en place de crédits documentaires.

Les disponibilités du Groupe sont essentiellement exprimées en euros et concentrées dans trois grandes banques françaises.

Le Groupe a confié depuis le printemps 2013 la fabrication de l'ensemble de ses produits sous marque Lucibel à un sous-traitant industriel américain, de renommée mondiale, lui permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de son activité et de maintenir un haut niveau de qualité de ses produits. Cette solution de sous-traitance industrielle est venue remplacer l'activité de production assurée jusqu'en milieu d'année 2013 par l'usine opérée par Diligent Factory, filiale chinoise du Groupe, dont l'activité a été recentrée sur le support à la recherche et développement et aux opérations liées à la gestion de la sous-traitance industrielle, au sourcing de composants et produits en Asie, et au contrôle qualité. Le Groupe évalue régulièrement la capacité de son nouveau sous-traitant à produire conformément aux spécifications demandées, à respecter les délais de livraison des produits et à maintenir des conditions de prix acceptables.

Depuis juin 2014, le Groupe a créé un site d'assemblage à Barentin pour y assembler les produits à forte valeur ajoutée ou nécessitant une customisation pour s'adapter à la demande des clients. Ce site doit permettre également de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

11.5 Commentaires sur les parties liées

Les soldes et transactions avec les parties liées sont résumés ci-dessous. Ils sont principalement liés à l'exécution des conventions conclues avec la société Etoile Finance au titre de la fourniture de prestations de conseils, et les filiales et participations.

31/12/2014 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	13 741	13 741
Créances clients et comptes rattachés	-	1 831	1 831
Autres créances	-	313	313
Total Actif	-	15 885	15 885
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	418	448
Autres dettes	-	1 982	1 982
Total Passif	-	2 399	2 399
Produits d'exploitation	-	2 574	2 574
Charges d'exploitation	(150)	(1 087)	(1 237)
Produits Financiers	-	565	565
Charges financières	-	(1 507)	(1 507)

11.6 Résultats financiers du groupe au cours des 5 derniers exercices²

NATURE DES INDICATIONS	2014	2013
I. - Situation financière en fin d'exercice		
a) Capital social (i)	7 554	6 255
b) Nombre d'actions émises	7 553 701	6 254 680
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	1 200 000
II. - Résultat global des opérations effectives		
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	24 567	21 542
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(10 485)	(6 155)
c) Impôts sur les bénéfices (i)	1 206	55
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(9 905)	(7 240)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action		
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	1,62	1,17
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	1,45	1,31
c) Dividende versés à chaque action	-	-
IV. - Personnel		
a) Nombre de salariés	209	191
b) Montant de la masse salariale (i)	9 564	66 661
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i)	3 108	2 099

(i) montants exprimés en K€

(ii) montants exprimés en €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

² Les comptes sont consolidés depuis 2013

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 19 JUIN 2015**

**RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT AUX CONDITIONS DE QUORUM ET DE
MAJORITE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire), conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous permettre de vous prononcer sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

En préalable, et conformément aux dispositions de l'article R.225-113, nous vous présentons ci-après une synthèse de la marche des affaires sociales relatives à l'exercice 2014, plus amplement détaillée dans le cadre du rapport du Conseil d'administration sur la gestion de la Société.

Après une année 2013 caractérisée par une forte croissance des ventes de Lucibel (« Lucibel SA » ou « la Société ») et de ses filiales, l'année 2014 a été marquée par :

- l'intégration réussie des sociétés Cordel et Procédés Hallier, entrées dans le périmètre du groupe par voie d'acquisitions réalisées respectivement les 1^{er} mars 2013 et 30 décembre 2013, qui ont contribué à un changement significatif de taille de nos activités en France (en 2014, les ventes hors groupe de ces deux sociétés se sont établies à 14,6 M€ et ont contribué à environ 60% du chiffre d'affaires du groupe), en apportant à Lucibel une expérience et une expertise reconnues sur les segments de marché de l'éclairage pour points de vente, commerces, musées et boutiques de luxe.
- la concrétisation de l'introduction en Bourse de Lucibel SA, dont les actions sont admises depuis le 16 juillet 2014 à la cotation en continu sur le marché Alternext à Paris (Euronext ISIN : FR0011884378 – Mnémon : ALUCI), qui fut réalisée à la suite d'un placement privé majoritairement souscrit par de nouveaux investisseurs français et internationaux ainsi qu'avec le support des actionnaires institutionnels existants de Lucibel (Aster Capital et CM CIC Innovation). Cette opération a permis à la Société de lever un montant brut, prime d'émission incluse, de 7,6 M€ (6,5 M€ net des frais d'émission) à travers l'émission de 535 939 actions nouvelles de la Société.

Les fonds levés dans le cadre de ce placement privé ont été affectés en priorité au soutien de la croissance organique du groupe, notamment par l'extension de son réseau de commercialisation tant en France qu'à l'international et au renforcement de ses capacités d'innovation.

Cette opération, de même que la conversion en actions, le 15 juillet 2014, de la totalité des 1.200.000 obligations convertibles émises en décembre 2013, dont il a résulté une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 9,5 M€ par émission de 684 432 actions nouvelles de la Société, ont participé au renforcement des fonds propres de Lucibel SA qui s'établissent à 14,0 M€ au 31 décembre 2014. A cette date, la trésorerie du groupe s'établit à 4,8 M€.

- la refonte de l'organisation commerciale et industrielle du groupe dans le but de préparer Lucibel à une croissance dynamique et rentable, à travers (i) la concentration des forces commerciales sur les segments de marché à valeur ajoutée (Tertiaire, Santé, Automobile, Grande Distribution et Musées) et vers une approche orientée « solutions » en lien direct avec le client final, (ii) la poursuite des investissements sur des zones géographiques à fort potentiel (Moyen Orient/Afrique notamment) et, enfin, (iii) la refonte de la chaîne logistique de Lucibel (avec notamment le lancement opérationnel fin 2014 à Barentin, Haute Normandie, d'un site dédié à l'assemblage de solutions d'éclairage LED différenciées), permettant une plus grande maîtrise des coûts d'acheminement des produits, de la qualité et une plus grande flexibilité en matière d'approvisionnement.

- la mise en œuvre au cours du second semestre 2014 d'un plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle dans le but d'aligner les coûts fixes de la Société et du groupe sur l'évolution de ses activités et de préparer l'objectif d'équilibre EBITDA³ sur l'année 2015 ;
- et la poursuite des investissements sur le marché de l'éclairage LED ayant conduit Lucibel à se positionner sur deux relais de croissance technologiques extrêmement attractifs : le premier lié à l'utilisation du signal lumineux et de l'infrastructure d'éclairage pour transmettre ou collecter des données à basse ou à très haute fréquence, grâce à la technologie Lifi (Light Fidelity), avec de nombreuses applications possibles dans le domaine du commerce ou des musées ; le second dans le domaine de la cosmétique et de la santé où de nombreuses études scientifiques attestent des vertus thérapeutiques des LED monochromatiques pour le traitement de certaines affections de la peau (vergetures, rides notamment).

Dans ce contexte, le groupe Lucibel a enregistré en 2014 une perte nette de 9,9 M€ comprenant une perte opérationnelle (EBIT) de 10,3 M€ pour un chiffre d'affaires de 24,6 M€ (+14%), une perte financière de 0,8 M€ et un produit d'impôt de 1,2 M€.

Au cours du premier trimestre 2015, Lucibel a réalisé un chiffre d'affaires Groupe de 7,0 M€, en progression de 16,6% par rapport au premier trimestre 2014, la croissance des activités étant tirée par le développement à l'international dont les ventes, qui ont représenté près de 24,3% du chiffre d'affaires Groupe (contre 12% au premier trimestre 2014) ont plus que doublé sur le trimestre. En mars 2015, la Société a également annoncé la signature d'un *memorandum of understanding* (memorandum d'entente) avec le groupe Schneider Electric en vue de la création d'une société commune détenue à parts égales par Lucibel et Schneider Electric, destinée à commercialiser l'offre par abonnement « Store Operations » permettant, par l'association de compétences dans les domaines du numérique, de l'éclairage LED et des capteurs-actionneurs du bâtiment, la scénarisation des espaces de vente et l'immersion du client dans un univers personnalisé grâce à la diffusion de contenus ciblés.

Par ailleurs, Lucibel a finalisé au cours du mois de mars 2015 une opération de refinancement d'une partie du prix payé sur fonds propres fin 2013 pour l'acquisition de la société Procédés Hallier, en contractant un emprunt bancaire moyen terme d'un montant de 1,5 M€ auprès de deux banques françaises.

Enfin, le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 20 avril 2015, a approuvé le lancement d'une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant de 4 M€ par l'émission de 1.007.293 Actions à Bons de Souscription d'Action Remboursable (ABSAR) au prix unitaire de 4,0 €. Cette opération, garantie à 75% par les principaux actionnaires de la Société, Aster Capital, CM CIC Innovation et Etoile Finance (société contrôlée par la Famille Granotier), détenant respectivement 7%, 4% et 20% du capital de la Société avant opération, a pour but d'accélérer le développement de la Société et plus particulièrement :

- accélérer sa croissance organique, notamment par le développement de ses filiales de distribution, en France et à l'international, sur les segments de marchés à valeur ajoutée et les zones géographiques à fort potentiel, et par le renforcement de l'approche « solutions » en lien direct avec le client final ;
- accroître les capacités d'innovation de la Société par le renfort humain et matériel de ses structures de développement produits et l'accompagnement financier de projets novateurs dans le domaine de l'éclairage (Lifi notamment) ;
- et procéder à des acquisitions ciblées dans le cadre d'une stratégie de *build-up* dans un environnement concurrentiel très fragmenté.

Ceci exposé, il vous est notamment proposé les résolutions suivantes.

³ EBITDA : résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment les dotations nettes aux amortissements et provisions et les paiements en actions)

1. AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE

11^{ème} résolution (à titre ordinaire) et 23^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

Dans le cadre de la 11^{ème} *résolution*, et conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration, à opérer en bourse ou autrement sur les actions de la Société.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Le nombre d'actions rachetées par la Société ne pourrait représenter plus de 10% du capital social à la date de réalisation de ces achats, étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport ne pourrait excéder 5% du capital social. En outre, le nombre maximal d'actions auto-détenues par la Société ne pourrait excéder 10% du capital social de la Société.

A titre indicatif, sur la base du capital social au 20 avril 2015 composé de 7.554.701 actions et compte tenu des 41 158 actions auto-détenues à cette date par la Société, le nombre maximum d'actions qui pourraient être achetées par la Société s'élèverait à 714 312 actions.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à dix (10) euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder un million (1.000.000) d'euros.

Dans le cadre de la 23^{ème} *résolution*, il vous est proposé de conférer au Conseil d'administration, pour une durée de 24 mois à compter de l'Assemblée générale, l'autorisation de réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la Société rachetées dans le cadre de toute autorisation donnée par l'Assemblée générale des actionnaires en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

2. DELEGATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL

2.1. Augmentations de capital en numéraire

12^{ème} à 18^{ème} résolutions (à titre extraordinaire)

Nous vous proposons au travers des 12^{ème} à 18^{ème} résolutions de doter la Société, pour une durée de 26 mois (18 mois pour les émissions réservées prévues à la 16^{ème} résolution), des autorisations financières lui permettant d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et de choisir, en fonction des conditions de marché, les moyens les mieux adaptés au financement et au développement de la Société.

Les détails de ces délégations sont les suivants :

Plafond global des émissions

La 18^{ème} résolution fixe le plafond nominal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des 12^{ème} à 17^{ème} résolutions à un montant de 6 millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription en vertu de la 12^{ème} résolution est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 13^{ème} et 14^{ème} résolutions est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions de BSA réservées aux cadres dirigeants du Groupe en vertu de la 16^{ème} résolution est de cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- et le sous-plafond applicable aux émissions réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise en vertu de la 17^{ème} résolution est de 5% du capital social.

Ne sont pas comprises dans ce plafond les émissions réservées à une catégorie de personnes prévues à la 19^{ème} résolution dont le plafond nominal spécifique est fixé à six millions d'euros (6.000.000 €).

Augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

La 12^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le capital par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Dans le cadre de cette délégation, vous pourrez exercer, dans les conditions prévues par la loi, votre droit préférentiel de souscription, à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible si le Conseil d'administration le prévoit, à la souscription des actions et/ou valeurs mobilières.

Augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Les 13^{ème} et 14^{ème} résolutions permettraient au Conseil d'administration d'augmenter le capital par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Ces émissions pourraient être réalisées par voie d'offre au public (13^{ème} résolution) ou par placement privé (14^{ème} résolution).

En effet, pour être en mesure de saisir les opportunités offertes par le marché et d'optimiser la collecte de fonds propres, il est utile que le Conseil d'administration dispose de la possibilité de recourir à des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

La suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de nouveaux investisseurs est justifiée par la volonté de notre Société de nouer avec de nouveaux partenaires capitalistiques stratégiques une relation d'accompagnement durable et de long terme visant à soutenir le développement de notre groupe.

Option de sur-allocation

La 15^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées en vertu des 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} résolutions, pendant un délai de 30 jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale. Cette autorisation pourrait trouver à s'appliquer notamment dans l'hypothèse où le Conseil d'administration constaterait une demande excédentaire de souscriptions et déciderait en conséquence d'octroyer une option de sur-allocation conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

Les émissions complémentaires décidées en vertu de la 15^{ème} résolution seraient soumises (i) au plafond individuel applicable à l'émission initiale et (ii) au plafond global de six millions d'euros (6.000.000 €) fixé à la 18^{ème} résolution, sur lesquels elles s'imputeraient.

Emission de bons de souscription d'actions (BSA) de la Société au profit des cadres dirigeants du Groupe Lucibel

La 16^{ème} résolution vous propose de déléguer votre compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de bons de souscription d'actions de la Société au profit des cadres dirigeants du Groupe Lucibel.

Augmentations de capital réservées aux salariés

La 17^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le capital par l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers.

Le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 13^{ème} résolution.

2.2. Augmentations de capital réservées

19^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

La 19^{ème} résolution vous propose de déléguer votre compétence au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservée à la catégorie de personnes ci-après définie :

- actionnaires, anciens actionnaires ou dirigeants de sociétés dont la Société a acquis des titres dans le cadre d'une opération de croissance externe ou avec lesquelles la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité, étant précisé que le nombre de bénéficiaires que le Conseil d'administration identifiera au sein de cette catégorie ne pourra être supérieur à vingt (20) par émission.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de cette délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- ce plafond est individuel et autonome.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 II du Code de commerce, le prix unitaire d'émission sera déterminé dans les conditions suivantes :

(i) le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;

(ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières,

sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini à l'alinéa précédent ;

Cette résolution est justifiée par la volonté de la Société de disposer de moyens lui permettant de conclure, dans les meilleures conditions, des opérations de croissance externe, conformément à sa stratégie de développement. La suppression du droit préférentiel de souscription se justifie par la volonté d'associer directement les actionnaires, dirigeants, etc., des sociétés ciblées à la création de valeurs du Groupe.

2.3. Stock options et BSPCE

20^{ème} et 21^{ème} résolutions (à titre extraordinaire)

La 20^{ème} résolution vous propose d'autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées. Les options ainsi consenties ne pourraient donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à quatre cent mille euros (400.000 €). Cette délégation serait conférée pour une durée de 38 mois.

La 21^{ème} résolution vous invite à autoriser le Conseil d'administration à attribuer des BSPCE aux salariés ou mandataires sociaux de la Société. Les BSPCE attribués ne pourraient donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à quatre cent mille euros (400.000 €). Cette délégation serait conférée pour une durée de 18 mois.

Le montant de quatre cent mille euros (400.000 €) serait un plafond commun aux 20^{ème} et 21^{ème} résolutions.

2.4. Augmentations de capital par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres

22^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

La 22^{ème} résolution vous propose de déléguer vos pouvoirs au Conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres. Les augmentations de capital susceptibles d'être décidées en vertu de cette résolution pourraient être réalisées, au choix du Conseil d'administration, soit par attribution gratuite d'actions, soit par élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou encore par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

Cette délégation de pouvoirs serait consentie pour une durée de 26 mois.

3. RATIFICATION DE LA MODIFICATION D'UN CONTRAT D'EMISSION DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

24^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

La 24^{ème} résolution vous propose de ratifier la décision du Conseil d'administration du 22 octobre 2014 de prolonger au 31 décembre 2015 la période d'exercice des bons de souscription d'actions (« BSA ») attribués par la Société à ASTER CAPITAL PARTNERS SAS le 14 juin 2012, dont l'échéance était initialement prévue au 31 décembre 2014, et par conséquent, de procéder à la modification du contrat d'émission correspondant.

4. MODIFICATION STATUTAIRE

25^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

Dans le cadre de la 25^{ème} résolution, nous vous invitons à procéder à la modification l'Article 18 des Statuts afin de supprimer la limite d'âge pour la nomination des censeurs.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux comptes, à adopter l'ensemble des résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'administration

FORMULE DE DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

(Articles R 225-81 4° et R.225-83 du Code de commerce)

L'ACTIONNAIRE SOUSSIGNE :

M

(*) (prénom usuel et nom)

demeurant

(*) (domicile)

propriétaire de (*) action(s) de la Société,

demande l'envoi à l'adresse ci-dessus des documents et renseignements visés aux articles R 225-81 et R 225-83 du Code de commerce relatifs à :

L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DE LUCIBEL

convoquée le 19 juin 2015 à 9 heures
à RUEIL-MALMAISON (92500), 3 Place Louis Renault.

L'actionnaire soussigné est informé par la présente formule de la possibilité de bénéficier des dispositions de l'article R 225-88 du Code de commerce, aux termes duquel les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R 225-81 et R 225-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

Fait à (*)

Le (*)

Signature de l'actionnaire :

(*) Compléter